

*Questions orales***LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE****LA RECOMMANDATION D'ADOPTER LES NOUVELLES TECHNOLOGIES**

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur le Président, le Conseil économique du Canada a réclamé hier, dans un énoncé de principe, que le gouvernement, les patrons et les travailleurs s'engagent à l'échelle nationale à adopter plus rapidement les nouvelles technologies pour éviter de compromettre la prospérité et les emplois des Canadiens.

Le ministre veut-il nous dire de quelle manière son ministère entend réagir à l'urgence nationale que le Conseil économique du Canada vient de signaler aux Canadiens? Le Conseil consultatif national de la technologie industrielle, présidé par le premier ministre, est-il au courant de ce fait et va-t-il agir en conséquence?

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, les recommandations du Conseil économique du Canada concordent avec celles qui nous sont parvenues d'autres sources et dont nous sommes inspirés pour établir la nouvelle politique ou stratégie nationale. Nous avons effectué la réorganisation interne qui s'imposait et pris les dispositions nécessaires en vue d'axer les ressources fédérales vers les domaines mentionnés. Il ressort également du rapport du Conseil que les grandes orientations de notre politique ou stratégie nationale sont axées sur les bons objectifs, ce dont nous nous réjouissons.

* * *

LA RÉFORME FISCALE**LES SÉANCES D'INFORMATION À L'INTENTION DES JOURNALISTES**

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Au cours des dernières semaines, le cabinet du premier ministre a tenu de longues séances d'information confidentielles à l'intention des journalistes au sujet notamment de la réforme fiscale.

Les collaborateurs du premier ministre sont-ils conscients des risques de violation du secret qui existent en ce domaine sur un sujet qui est tout aussi important qu'un budget? Y a-t-il eu violation du secret, ou s'agit-il simplement d'une tentative de manipulation de la presse par le cabinet du premier ministre en vue de persuader les journalistes d'écrire que les Canadiens paieront moins d'impôt, tout en passant sous silence le fait que ces mêmes Canadiens paieront des taxes de vente beaucoup plus élevées?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Non, monsieur le Président, je n'ai entendu parler d'aucune violation du secret.

[Français]

ON DEMANDE SI LES ALIMENTS SERONT TAXÉS

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Ma question supplémentaire, monsieur le Président, est celle-ci: On se demande

s'il est correct d'arranger ces sessions d'information confidentielles avec des journalistes, quand le gouvernement utilise tous les moyens possibles pour informer les Canadiens d'une réduction de la taxe sur le revenu, mais refuse de dire à cette Chambre si les aliments seront taxés ou non.

Le vice-premier ministre peut-il nous dire si les aliments seront taxés ou si le gouvernement a l'intention de déguiser ses intentions?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Si le député veut bien être patient, monsieur le Président, le document sera rendu public jeudi, et j'espère qu'il sera capable de l'assimiler.

M. Cassidy: Vous en dévoilez dès maintenant la teneur aux journalistes.

* * *

L'IMMIGRATION**LA PÉTITION SIGNÉE PAR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE**

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de l'Immigration (M. Weiner). Hier, le comité permanent a reçu une pétition signée par plus de 7 000 employés du ministère de l'Immigration qui déclaraient: «Contrairement à ce que le ministre a écrit à tous les députés, la réduction du nombre de postes a nui à la qualité du service aux clients. Nous exprimons également notre indignation devant l'attitude du vice-premier ministre et nous nous élevons contre le peu de respect que l'on nous témoigne et que l'on témoigne au public que nous servons.»

Étant donné, ce qui ne s'était encore jamais vu, que plus du tiers des employés du ministère expriment un tel manque de confiance dans le ministre et le gouvernement et étant donné toute la confusion qui depuis deux ans ou deux ans et demi entoure la politique d'immigration, comment les Canadiens peuvent-ils faire confiance au ministère et au gouvernement? Comment le ministre calmera-t-il cette véritable révolution qui gronde au sein de son ministère? Quelles solutions propose-t-il pour amener son ministère à travailler dans l'intérêt de tous les Canadiens?

L'hon. Gerry Weiner (ministre d'État (Immigration)): Monsieur le Président, nous réduisons l'effectif de la fonction publique de 15 000 postes. Il s'agit là d'une politique gouvernementale annoncée par le Conseil du Trésor. La Commission de l'immigration fait partie du plan et 820 postes y seront abolis, ce qui se fera surtout par la compression naturelle des effectifs. Seuls quelques employés ont été mis à pied parce qu'ils n'ont pas voulu accepter de nouvelles affectations.

M. Marchi: Cela est faux, monsieur le Président. Plus de 1 500 postes ont déjà été abolis au sein du ministère.